BONNE MESURE

Il s'agissait de commencer. Maintenant que le premier pas est fait dans la bonne voie, il n'y a plus qu'à continuer.

C'était être injuste envers les anciens serviteurs de la ville que d'aller par principe chercher ailleurs que dans les cadres existants les chefs de service des divers départements. Le vrai principe est celui qui a prévalu dans la nomination de M. Marien, en qualité de surintendant de l'aqueduc.

Il faut que tout employé de l'hôtel de ville, tout employé de la municipalité, quelque infime que soit la position qu'il occupe au début de sa carrière dans le service de la municipalité, puisse compter pouvoir s'élever au premier rang dans son département par son travail, ses capacités et le zèle qu'il met à remplir ses devoirs.

Sachant cela l'employé est le premier intéressé à consacrer tout son temps et toute son énergie, toute son intelligence et tout son savoir au service de ses concitoyens.

Jusqu'ici l'employé de l'Hôtel de Ville ne pouvait compter sur son avancement ni par l'expérience acquise dans ses précédentes fonctions, ni par ses états de service.

Le résultat était qu'il manquait d'émulation dans le personnel. En suivant le principe de l'avancement pour la nomination aux hauts emplois civiques, le nouveau conseil a introduit l'élément d'émulation qui faisait défaut et il n'est pas douteux que les divers services de l'hôtel de ville ne pourront que gagner grandement à ce nouvel état de choses.

De même que tout troupier a dans son sac un bâton de maréchal, il est bon que tout employé de l'hôtel de ville sache qu'il peut s'élever à la première place de son emploi. C'est à lui de gagner les épaulettes qu'il convoite.

L'ACTE DES BANQUES

C'est durant la session actuelle du Parlement que l'Acte des Banques de 1890 doit être ou remanié ou prorogé. L'acte qui régit actuellement nos banques incorporées avait été voté pour dix ans; il expire donc cette année.

L'hon. M. Fielding a présenté à la Chambre des Députés un acte amendement celui de 1900. Nous n'en avons pas encore le texte et n'en connaissons que quelques dispositions.

Il n'est rien dans l'acte d'amendement qui modifie les dispositions anciennes concernant l'émission des billets des banques. Mais l'Association des Banquiers Canadiens qui reçoit son incorporation aura de grands pouvoirs sur lesquels nous aurons à revenir et notamment exercera sa surveillance sur la circulation.

L'excès de circulation de la banque Ville-Marie lors de sa déconfiture a dicté cette mesure qui est sage en ce sens qu'elle inspirera confiance au public.

L'Association des Banquiers se compose, en effet, de toutes les banques incorporées et comme toutes garantissent solidairement, au moyen d'un dépôt de 5 p. c. sur leur propre circulation, le remboursement des billets de chacune des banques, l'Association aura intérêt à veiller à ce qu'aucune des banques n'émette plus de billets que la loi ne le permet.

Nous recevrons sans doute bientôt le texte de l'amendement à l'acte des banques de 1890 et nous pourrions étudier plus complètement dans notre prochain numéro les modifications apportées à la loi actuellement en vigueur.